

La présidence Bush : parenthèse ou changement structurel ?

Introduction

par Guillaume PARMENTIER

La présidence de George W. Bush a fait l'objet, en Europe et en France en particulier, d'une constante méfiance. Dès avant la guerre contre l'Irak, dans les conditions que l'on sait, le style peu traditionnel du 43^e président des États-Unis, son élection controversée, son rejet unilatéral et spectaculaire du protocole de Kyoto, la décision annoncée d'emblée de mettre fin au traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*), la campagne américaine contre la participation d'autres pays à la Cour pénale internationale, ainsi que d'autres épisodes plus ou moins importants, avaient donné de l'Administration Bush une image profondément négative en Europe. Pourtant, le 11 septembre 2001 aurait pu permettre un rapprochement transatlantique, les opinions publiques européennes ayant éprouvé un véritable sentiment de solidarité envers le peuple américain à cette occasion, nourri par la conviction que les situations respectives de l'Ancien et du Nouveau Monde vis-à-vis du terrorisme s'étaient rapprochées sous l'effet des attaques contre le World Trade Center et le Pentagone.

Que l'Administration des États-Unis estimât au contraire que ces attentats singularisaient l'Amérique et que la majorité du peuple américain se ralliait au moins implicitement à ce jugement ne semblait pas probable au lendemain du 11 septembre. C'est pourtant ce qui s'est

produit. D'où une accentuation des distances entre les perceptions de part et d'autre de l'Atlantique, qui a permis à l'expression de « dérive transatlantique » de faire florès. Certains ont mis l'accent sur les facteurs culturels, voire structurels, qui président à cette dérive des continents. D'autres ont préféré y voir l'effet de l'élection d'un président peu instruit des affaires internationales, et dont les origines texanes accentuaient le côté unilatéraliste et expéditif.

La campagne pour l'élection présidentielle de 2004 est l'occasion d'un débat entre les tenants de ces deux points de vue. L'espoir suscité par la candidature du sénateur John Kerry, internationaliste classique versé dans les affaires internationales, s'est manifesté chez beaucoup d'observateurs désireux de retrouver l'Amérique qu'ils ont connue et aimée, mais parfois insuffisamment conscients de son évolution de fond sur le plan démographique et culturel¹. Bien sûr, les contingences politiques constitueront un élément essentiel de réponse à cette question, et il n'est guère possible à ce stade de prédire le résultat de l'élection présidentielle de 2004. Il n'est cependant pas impossible de s'interroger sur les politiques menées par l'Administration sortante pour en distinguer ce qui ressortit aux facteurs qui lui sont spécifiques et ce qui représente au contraire l'évolution en profondeur de l'Amérique. Ce dossier ne prétend pas répondre pleinement à cette question, mais souhaite en éclairer plusieurs aspects importants dans divers domaines. C'est en effet en s'interrogeant sur cette dichotomie que l'on peut le mieux comprendre la portée de la politique menée par l'Administration Bush.

Pour donner un début de réponse à ces questions, à la fin du mandat donné du bout des lèvres par le peuple américain à George W. Bush en novembre 2000, le Centre français sur les États-Unis (CFE) à l'Ifri a rassemblé quatre contributions qui éclairent plusieurs dimensions de la présidence Bush, non seulement sur le plan de la posture internationale, mais aussi en matière intérieure, ces deux aspects n'étant pas séparables dans un pays comme l'Amérique où la Constitution soumet la conduite de la politique étrangère à un contrôle étroit du Congrès, et où l'opinion publique joue dans ce domaine un rôle essentiel.

1. Sur la profondeur et les limites de cette évolution, on pourra se reporter à G. Parmentier (dir.), *Les États-Unis aujourd'hui, choc et changement*, Paris, Odile Jacob, 2004, et en particulier au chapitre rédigé par S. Kauffmann : « Les nouveaux visages de l'Amérique ».

Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, qui ont publié fin 2003 un important ouvrage sur la politique étrangère de George W. Bush², font la part de ce qui relève de l'attitude, de la vision du monde et du caractère de l'actuel président, et qu'ils n'hésitent pas à qualifier de « révolution » dans la politique étrangère américaine. Ces deux Démocrates, anciens collaborateurs de l'Administration Clinton, n'ont aucun doute sur le fait que George W. Bush a introduit une rupture radicale dans les relations des États-Unis avec le reste du monde, et ils lui font le crédit d'une véritable conception personnelle de ces relations, qui n'est pas à leur sens née le 11 septembre, même si cet événement lui a donné l'occasion d'être appliquée sans réserve. Ivo H. Daalder et James M. Lindsay ne cherchent pas à dissimuler, cependant, que l'évolution de la politique étrangère américaine avait commencé avant l'investiture de l'actuel président, et qu'elle ne serait pas fondamentalement modifiée, demain, par un changement de majorité, même si son expression en deviendrait plus facilement acceptable pour les alliés de l'Amérique.

Leur diagnostic est mesuré mais ne permet pas d'éviter de conclure que l'Amérique de l'avenir différera significativement, dans sa posture internationale de principe, de ce que les alliés européens ont connu pendant la guerre froide, et même dans la période intermédiaire que l'on qualifie faute de mieux d'« après-guerre froide ». Bruno Tertrais, qui analyse l'impact de ce que les Américains nomment maintenant la « guerre contre la terreur » en rappelant à quel point le président Bush et ses collaborateurs ont attendu du reste du monde une mobilisation générale contre le terrorisme, conclut que les éléments de continuité l'emportent sans conteste sur les spécificités propres à l'actuelle Administration. Pour lui, la relation transatlantique en est, de ce fait, profondément changée.

Christian de Boissieu et Thierry Coville se posent quant à eux la même question en ce qui concerne la politique économique de George W. Bush, et en particulier la disproportion entre la baisse spectaculaire des ressources publiques due à la mise en œuvre de ses promesses électorales et l'augmentation non moins spectaculaire des dépenses publiques dans le domaine de la sécurité, fortement accentuée par les attentats du 11 septembre, mais qui avait commencé dès l'investiture

2. I.H. Daalder et J.M. Lindsay, *America Unbound. The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, D.C., Brooking Institution Press, 2003.

du président. Les auteurs présentent de façon détachée le débat en cours aux États-Unis sur ce point, faisant œuvre particulièrement utile, car les Français n'ont guère l'occasion d'entendre les arguments de ceux qui défendent la politique économique de l'Administration Bush. Ils évoquent les désaccords politiques dans le domaine fiscal, qui n'opposent pas seulement les Démocrates – convertis, depuis la présidence Clinton, à l'orthodoxie financière – et les tenants de la politique menée par l'Administration républicaine, mais également les Républicains fiscalement conservateurs et cette même Administration. La croissance absorbera-t-elle le déficit ou l'endettement deviendra-t-il insoutenable à moyen terme pour l'économie américaine ? L'aboutissement de ce débat aura des conséquences essentielles pour l'Amérique, mais aussi pour l'économie mondiale.

La politique budgétaire de l'Administration Bush a également eu des conséquences importantes en ce qui concerne les programmes sociaux gérés par les États fédérés. François Vergniolle de Chantal analyse l'attitude paradoxale d'une Administration idéologiquement attachée à restituer aux États fédérés des prérogatives dévolues depuis le *New Deal* aux autorités fédérales, mais dont la politique a consisté à leur retirer des ressources. Les conséquences de la politique budgétaire actuellement suivie en matière de programmes éducatifs et sociaux lui semblent répondre à la logique idéologique de l'Administration, mais devoir poser des problèmes graves, et peut-être impliquer une nouvelle centralisation des décisions au niveau fédéral quand le besoin de ressusciter des politiques sociales actives se fera sentir.

Restent des questions importantes qui n'ont pu être traitées dans ce dossier. Les libertés publiques après le 11 septembre, la protection de la vie privée, les « guerres culturelles » qui divisent l'Amérique sur les grandes questions de société, ainsi que la punition des crimes et délits, auraient pu faire l'objet de réflexions et d'analyses, tant l'Administration Bush a, par sa politique, accentué les débats entre Américains sur ces points. Quoiqu'on puisse en penser, il est certain que les politiques suivies par le pouvoir fédéral depuis 2001 ont divisé l'Amérique en deux parts à peu près égales, dont les choix sont difficilement compatibles. Qu'un président élu sur le slogan de la réconciliation nationale termine son mandat sur une division aussi profonde n'est pas le moindre paradoxe du mandat qui s'achèvera le 20 janvier 2005. ■